

1^{er} décembre 2025

Bonjour [REDACTED] et [REDACTED],

Ceci est un message de courtoisie. Je rappelle aussi que nous nous sommes officiellement rencontrés le 14^e jour de mars 2025 (<https://no-thingman.com/inflation#tribunal>).

Le 20 novembre dernier, j'ai de nouveau reçu dans ma boîte postale une communication en provenance du « **Tribunal administratif du logement Québec** » adressée à « **Éric Blackburn** », une « **Personne Légale** » que je ne connais pas suivant une adresse similaire à la mienne mais typographiquement différente (porter attention au mot « rue »).

Ce tribunal fait pourtant partie des entités gouvernementales qui ont reçu mon avis national et international datant du 12 avril 2025 dont le but était qu'ils s'identifient correctement et qu'il m'identifie comme étant l'homme vivant « **eric blackburn** » pour valider ou contredire la réalité d'une fraude commise à notre égard. À ce chapitre, je vous invite à lire très attentivement ma dernière correspondance envoyée à « **Revenu Québec** » (<https://no-thingman.com/politique#arc>) en date du 28 novembre 2025 en tenant particulièrement compte des annexes et des liens fournis.

Donc pour la 5^e fois, ils ne l'ont pas fait. Il suffisait pourtant de respecter des exigences de base explicitées dans mes renvois de lettre. Le dernier en date étant celui du 6 août (<https://nothingman.com/preuve#2aout>) adressé également à « **Éric Blackburn** ».

Notez que ceux du 24 avril et du 15 juillet concernaient des lettres adressées à « **Érick Blackburn** » et que celui du 17 mai (<https://no-thingman.com/preuve#17mai>), plus intéressant encore, à « **Eric Blackburn** », cette « **Fiction Légale** » m'étant associée que je leur ai dit connaître et dont l'adresse se rapproche typographiquement de celle que je leur avais donnée (<https://no-thingman.com/politique#avisnational>).

Ce fait pourrait sembler anecdotique mais c'est tout le contraire. Il expose leur cognition et leur participation à cette fraude révélée internationalement (<https://tasa.americanstatenationals.org/public-law-a1010124-2/>) et dont la réalité à travers ma propre expérience ne fait plus aucun doute (<https://no-thingman.com/politique#fraude>). **Elle utilise le vol de nos identités par la conversion illégitime de nos statuts politiques en vue de fausses réclamations dans le commerce.** Fraude qu'ils ont commise à votre égard d'ailleurs. Évidemment, il faut se rappeler ce qu'on entend par notre « **statut politique** » d'origine.

Notez-le, ils ont été invités à chaque fois à le démentir; c'est-à-dire à écrire à l'« **homme vivant** » que je suis en lui disant si oui ou non ils sont un « **Tribunal Administratif** » agissant pour le compte d'un « **Gouvernement Étranger Incorporé Illégitime** » qui arnaque notre peuple par des impôts et des taxes comme celle foncière de la ville de Montréal, faisant artificiellement augmenter le coût des loyers et celui de l'accès à la propriété pour un service médiocre que j'ai moi-même pu évaluer (<https://no-thingman.com/dossiervdm#grief-docs>); à titre d'exemple.

Je vais donc cette semaine leur renvoyer à nouveau leur lettre en expliquant toute la preuve accumulée, leur donnant cette fois un délai de 30 jours suivant réception pour me répondre convenablement avant que je n'engage les procédures suivant la juridiction et le tribunal approprié qu'il me reste à trouver ou établir, comme pour tous les autres d'ailleurs.

Mais même dans les juridictions commerciales, le vol d'identité dans le but d'en tirer un avantage est un crime contre la personne pros crit. Il est punissable dans certains cas jusqu'à 10 ans de prison pour ce qui est du code criminel de la corporation du « **Gouvernement du Canada** » (Code criminel (L.R.C. (1985), ch. C-46), PARTIE X, 402.1 <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/c-46/>) ou jusqu'à 15 ans dans le cas du « **Code Commercial Uniforme** » (U.C.C.) de sa société parente, la corporation des « **États-Unis** » (18 U.S.C. § 1028, <https://www.law.cornell.edu/uscode/text/18/1028>); sauf erreur de ma part, ce que je vais de toute façon corriger. Mais le problème ici, c'est que ces corporations ont pratiqué elles-mêmes ce crime; il faut donc les dissoudre et les remplacer.

En terminant, j'ai également réceptionné hier dans ma boîte postale une lettre de votre part non affranchie s'adressant au locataire « **Eric Blackburn** » que je n'ai pas ouverte et que je vous renvoie. Si vous croyez que cette dernière a une portée légale et légitime et doit m'être acheminée, je vous invite à le faire en me l'envoyant officiellement par la poste à l'homme vivant « **eric blackburn** » qui en est le gestionnaire.

Mais si tel est le cas, je vous avise alors que les mêmes exigences publiques et les mêmes risques pénaux s'appliqueront désormais à vous en lien avec nos identités respectives et celles que vous souhaitez représenter.

Car si vous cherchez à m'imposer un faux jugement dans le commerce d'un tribunal bidon qui m'invente une dette suivant une fausse identité pour en tirer un gain quelconque ou pour me forcer à payer plus cher un service dont la qualité a diminué parce qu'il n'est pas convenablement entretenu; ceci est de l'extorsion ni plus ni moins et je ne vais pas y céder bien au contraire, car vous allez commettre exactement le même type de fraude que tous ces gouvernements et leurs agences nous ont fait subir sans plus le voir.

Donc plutôt que de devenir leurs agents indirects ou leurs complices par orgueil de ce que vous croyez être la loi qui s'applique, sans avoir validé vous-mêmes les faits exposés; ou par simple avidité, je vous invite à prendre du recul avant d'engager toute action, à observer leur réponse d'ici le début janvier et à vous joindre à moi dans cette quête de vérité, de justice afin de retrouver notre dû à chacun en lien avec toute cette taxation illégale et illégitime qui, une fois que tu as accepté les faits, est évidente.

Et si vous ne l'avez pas encore remarqué, les événements mondiaux actuels sont directement reliés à la révélation de cette fraude sur notre identité parce que le système financier et ses pouvoirs politiques reposent sur cette dernière.

Vous avez le choix de faire semblant de ne pas le voir ou bien le choix d'aider à nous en libérer. Je vous ai documenté le mien pour être certain qu'aucun doute ne subsiste à la fois dans votre cœur et dans votre esprit.

Maintenant, les faits ont raison; il suffit de prouver publiquement là où je n'y ai pas accès.

eric de la famille blackburn